

SULL'ESTERNALIZZAZIONE DELLE FRONTIERE

La frontière européenne n'est plus la Méditerranée, la porte de l'Europe n'est plus la Grèce : aujourd'hui, la frontière est déplacée beaucoup plus au sud. Elle est incarnée par les patrouilles de Frontex au Niger, par les mercenaires marocains qui massacrent des "migrants" à Nador. Par les camps que financent l'UE en Turquie, par les lagers libyens payés par l'Europe, et par leurs patrouilleurs made in Italy. Au Soudan, où l'UE finance la dictature d'Al Bashir pour bloquer les réfugiés érythréens, dans le désert algérien au sud de Tamaransset. Aujourd'hui, la frontière de l'Europe se trouve en Afrique, et ce parce qu'elle a été soumise à un processus d'"externalisation", c'est-à-dire de refoulement et de multiplication, ce qui non seulement la rend presque invisible pour la plupart des gens, mais la rend aussi plus gérable, plus organisable et plus testable.

En effet, la politique de l'UE est très claire en matière d'immigration : les frontières externalisées doivent être contrôlées physiquement et grâce à de nouveaux outils technologiques. C'est là que l'Europe développe des systèmes de collecte de données biométriques permettant de bloquer, de sélectionner et d'améliorer l'inclusion/exclusion de la masse des personnes qui franchissent les frontières pour les raisons les plus diverses. Ainsi, des millions de données biométriques sont stockées dans des serveurs, des formes de contrôle de masse sont expérimentées (par exemple les camps, ou bien le statut différencié des "citoyens" et des "immigrants" ou "migrants") et des accords sont signés avec les pays d'origine des immigrants, pour le rapatriement et pour empêcher leur départ. Ainsi, on continue à créer une énorme base de données sous prétexte de faciliter le travail et, entre-temps, d'expérimenter des pratiques de gestion et de contrôle des personnes ; des pratiques qui, bien sûr, concernent aujourd'hui les migrants mais qui, tôt ou tard, seront utilisées sur l'ensemble de la population.

Grâce à l'externalisation, les personnes deviennent des marchandises dont on peut tirer profit à chaque étape de leur passage : du transport au faux accueil, de la détention à l'expulsion, mais aussi lors de leur "sélection" pour être enrôlées en Europe et devenir une force de travail insérée dans le jeu capitaliste.

Des objectifs complémentaires : créer de l'économie, faire des affaires grâce à des fonds européens et nationaux, qui sont détournés vers des entreprises et des sociétés spécialisées dans la sécurité des frontières. Continuer à coloniser et garder sous contrôle les pays possédant des richesses naturelles et une importance géopolitique.

Utiliser le discours de l'"invasion" et du "terrorisme" pour faire campagne et utiliser la peur et la rhétorique du "migrant-terroriste-voleur" pour rendre plus digeste le contrôle et l'exploitation de tous et toutes.

C'est évidemment et avant tout ceux qui "migrent" et se retrouvent bloqués et massacrés à chaque frontière, obligés de dépenser des milliers d'euros pour tenter de passer, soumis à toutes les formes d'abus des gardes et de ceux qui spéculent.

Les gens continuent de mourir. En mer, dans le désert, dans les lagers libyens. Dans les camps construits par l'OIM (Organisation internationale pour les migrations), aux frontières, tués par les gardes, dans les centres de détention européens.

Et ceux qui ne craquent pas finissent trop souvent exploités partout, constamment menacés de déportation, de prison, de perdre ce bout de papier qui leur donne un minimum de stabilité mais leur coûte souvent leur liberté. Des champs agricoles de Rosarno et de Foggia aux rues de toutes les villes, du bâtiment à la restauration, les immigrés sont de plus en plus soumis à des chantages, contraints d'accepter des travaux pénibles pour des salaires de misère, obligés de rester sur place parce que le moindre signalement peut leur coûter leur permis de séjour et que lever la tête peut valoir l'expulsion.

Ce n'est pas la faute de la mer agitée, du travail qui n'est pas là, du monde qui est injuste. Les responsables sont là, ils ont des noms et des prénoms, ils ont des gouvernements, des entreprises et des agences à qui ils doivent rendre des comptes. Certains gouvernements sont plus coupables que d'autres. Certains politiciens sont plus responsables. Certaines entreprises ont un quasi-monopole dans la fourniture de certains services. Ceux qui produisent certaines technologies de contrôle ne sont pas des milliers d'usines anonymes, ce sont des agences et des universités clairement identifiables. Les ennemis sont partout, et il est toujours bon de se souvenir de leurs noms et de leurs visages.

Ces pages, bien qu'incomplètes, partielles, peut-être triviales, se veulent aussi une invitation à l'étude et au partage d'informations et d'analyses ; une perspective historique sur la politique d'externalisation des frontières ; un recueil de données et de dates ; quelques chiffres et quelques noms de responsables du massacre actuel. Parce que cette affaire de sécurité et de contrôle n'en est pas à ses débuts, mais est en cours depuis longtemps, et à mesure qu'elle se développe et prolifère, elle deviendra chaque jour plus meurtrière, plus totalitaire et plus difficile à contourner.

LE COMMERCE DES FRONTIÈRES ET DU CONTRÔLE

22,671 milliards, c'est ce que l'Europe a prévu d'allouer à la gestion du "phénomène migratoire" pour la période comprise entre 2021 et 2027, notamment pour le contrôle des frontières. C'est la totalité du budget du cadre financier pluriannuel de l'UE, finalement approuvé en décembre 2020, pour la gestion des frontières extérieures et des flux de personnes qui les franchissent : un chiffre presque doublé par rapport à la période précédente (12,4 milliards alloués pour 2014-2020), suite à la proposition initiale de la Commission de 34 milliards (trois fois plus). À cela s'ajoutent les nombreux milliards alloués au chapitre "sécurité et défense" et au NDICI, l'instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale, qui financera des actions spécifiques pour la gestion des frontières extérieures.

Il y a beaucoup d'argent à gagner, un énorme business impliquant les lobbies de la sécurité et la gestion des mouvements de masse de personnes. Et les entreprises privées - et publiques - se jettent à l'eau.

L'objectif est de contrôler le flux, d'identifier, de sélectionner et de faciliter le rapatriement. Et c'est le capitalisme, c'est un marché énorme qui est en train de se développer, compte tenu des millions de personnes qui seront obligées de se déplacer et de migrer aussi à cause du changement climatique dans les années à venir.

Un exemple est l'utilisation du **Fonds de recherche Orizon 20-20** pour concevoir des systèmes de contrôle. L'idée est de doter les pays africains d'instruments permettant de détecter les données biométriques des personnes: identifier et sélectionner, d'une part pour gouverner les flux, et d'autre part pour créer une méga base de données afin de faciliter les politiques de contrôle et d'expulsion.

Un océan d'argent.

L'industrie de la sécurité est un secteur de plus en plus appétissant, et les conférences et expositions se multiplient. Les débarquements diminuent, le flux de personnes atteignant l'Europe diminue ; mais au contraire, l'argent se multiplie pour créer de nouvelles barrières, physiques et non physiques, pour acheter des technologies de contrôle de plus en plus sophistiquées et pour accumuler des données et des informations sur les millions de personnes en mouvement. Les gouvernements et les multinationales se lancent dans ce business, qui se cache derrière des acronymes européens, au nom du "développement", de la coopération et de la "sécurité". Des fonds ad hoc sont créés, comme le **Fonds fiduciaire pour l'Afrique**, qui a atteint un chiffre de près de 5 milliards et dont l'Italie est le deuxième plus grand contributeur après l'Allemagne avec ses 112 millions d'euros. La majeure partie du financement européen du Fonds fiduciaire provient du budget du **Fonds européen de développement**.

QUELQUES CHIFFRES

L'argent alloué à la rubrique "voisinage et reste du monde", qui comprend le **Fonds d'action extérieure**, qui coïncide souvent avec des projets d'externalisation du contrôle des frontières, est également en hausse - il atteint 98,4 milliards d'euros. Le budget européen reflète également l'obsession de l'UE (et de l'Italie) pour l'augmentation des retours, pour lesquels 5 milliards d'euros sont alloués et qui seront de plus en plus gérés par l'**Agence Frontex**, dont le budget a augmenté de 5233% en un peu plus d'une décennie, passant de 6 millions d'euros alloués en 2005 à 322 millions d'euros en 2019. La Commission, le Conseil et le Parlement se sont concentrés sur l'augmentation du personnel de l'**Agence Frontex**, qui est responsable des opérations de contrôle des frontières et de rapatriement, lors des derniers jours de travail avant les élections, et ont approuvé le nouveau règlement de l'Agence, qui prévoit une augmentation du personnel jusqu'à 10 000 personnes, étendant ainsi son champ d'action.

La logique est la même pour le Fonds fiduciaire pour l'Afrique, qui utilise l'argent du budget du développement pour financer le blocus maritime et terrestre de la route de la Méditerranée centrale

Réunions internationales sur la sécurité des frontières : l'imbrication de l'économie et de la politique

Les différents politiciens nationaux et européens aiment la rhétorique de l'invasion et du terrorisme islamique pour avaler des voix au nom de la protection de l'identité nationale. L'État utilise la figure d'un "ennemi" extérieur contre lequel il se protège afin de renforcer ses instruments de répression et de contrôle. Et pendant ce temps, il expérimente. L'UE tente de défendre ses propres intérêts et le privilège d'"être européen" en exploitant les non-Européens à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières.

Les entreprises concluent des pactes avec les gouvernements et les agences, tous heureux de se lancer dans une nouvelle activité qui permet de réaliser de gros profits.

Tous ces acteurs se rencontrent lors de conférences internationales et de réunions privées consacrées au sujet.

Des conférences internationales telles que la conférence sur la sécurité des frontières qui, cette année - comme les 6 dernières années - s'est tenue à l'hôtel Crowne Plaza St. Peter's à Rome du 11 au 12 février. Il s'agit de l'un des principaux événements du secteur. Il est organisé par le **Groupe SMI**, une société qui organise des événements et des conférences dans le monde entier, avec un intérêt particulier pour les armes, la technologie, la "défense" et la sécurité. Parmi les prochaines conférences qu'elle organise, citons la 7^e conférence sur la logistique de défense en Europe centrale et orientale, qui se tiendra les 1^{er} et 2^e mars 2022, et la conférence sur la technologie des soldats du futur, qui se tiendra à Londres les 8 et 9 mars 2022. La prochaine conférence sur la sécurité des frontières aura

lieu les 8 et 9 février 2022, également à Londres (pour plus d'informations, consultez leur site web).

L'année dernière, lors de la conférence sur la sécurité des frontières organisée à Rome, **Leonardo Spa** a présenté la dernière génération de systèmes d'interception et de radars maritimes, ainsi que les nouveaux systèmes biométriques pour les frontières aériennes et terrestres.

La première journée de travail s'est terminée par l'intervention de l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) qui, parlant de la "crise migratoire", a présenté sa proposition de gestion des frontières (le Niger est un exemple). Parmi les participants figuraient des représentants d'États, d'entreprises, de **Frontex** et de forces de police du monde entier.

L'objectif de l'événement sur la recherche en matière de sécurité, qui s'est tenu à Bruxelles en décembre 2018 et à Helsinki les 6 et 7 novembre 2019, était de faire dialoguer le monde de la recherche en matière de sécurité avec les fonctionnaires de la Commission et l'industrie manufacturière afin de trouver une utilisation réelle de la technologie conçue par les entreprises. Comme le dit l'événement de présentation d'Helsinki : "L'événement sur la recherche en matière de sécurité est la réunion annuelle où l'industrie, les gouvernements et les "institutions de la connaissance" se rassemblent pour discuter de l'état actuel et des défis de la recherche en matière de sécurité en Europe, et où les projets de sécurité financés par l'UE sont présentés."

Le **World Border Security Congress** qui s'est tenu à Casablanca, organisé par **Torch Marketing** du 19 au 21 mars 2019 au Sheraton Casablanca Hotel & Towers, a également ouvert le dialogue aux représentants des États africains, sanctionnant ainsi l'union entre le business de la frontière et la politique d'externalisation, qui nécessite un rôle actif des pays d'origine et de transit dans l'achat de systèmes technologiques avec la contribution des pays européens.

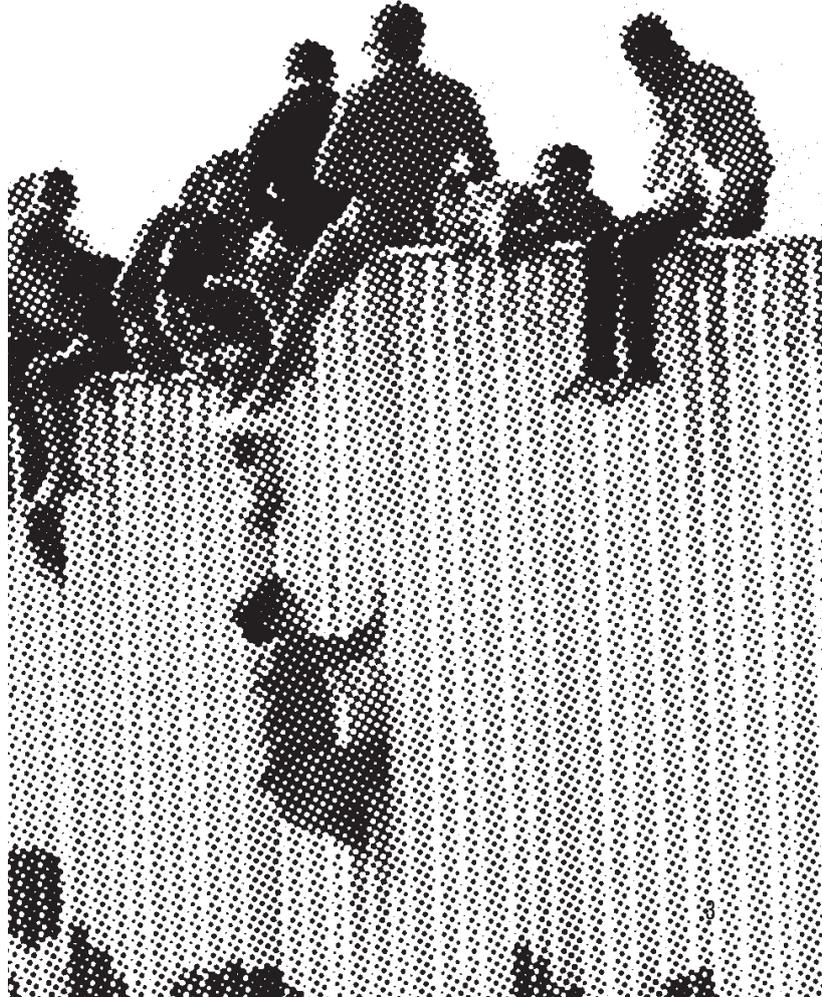
Il s'agit d'une nouvelle forme de colonialisme, fondée sur une "aide" humanitaire aux pays de transit et d'origine des flux migratoires, qui n'est rien d'autre qu'un énorme business pour les entreprises européennes et les grands groupes internationaux.

Désormais, du 31 mars au 2 avril 2020, le nouveau **World Border Security Congress** devait se tenir à l'hôtel Divani Caravel d'Athènes. En raison de Covid-19, l'événement a été déplacé du 5 au 7 octobre 2021. Le titre est "Continuing the Discussion and Dialogue for Building Trust and Co-operation" (Poursuivre la discussion et le dialogue pour construire la confiance et la coopération). Les premières lignes expliquent que "le Congrès mondial sur la sécurité des frontières est la principale plateforme mondiale multi-juridictionnelle où les décideurs, les gestionnaires et les professionnels de la sécurité se réunissent

chaque année pour discuter des défis internationaux liés à la protection des frontières". Comme le précise le site web, cette conférence est ouverte aux "membres du gouvernement fédéral, des agences de gestion des frontières, des organismes chargés de l'application de la loi ou intergouvernementaux, de l'UE, d'INTERPOL, d'EUROPOL, d'AFRIPOL, d'ASEANAPOL, d'AMERIPOL et des agences et membres associés (publics et officiels) concernés par la sécurité, la gestion et la protection des frontières" (et bien sûr aux entreprises du secteur).

Un autre exemple, bien qu'un peu différent, le **Milipol Pais**. "Le rendez-vous mondial de la sécurité intérieure des États", dont la 22e édition se tiendra du 19 au 22 octobre 2021 au Parc des Expositions de Paris-Nord Villepinte. Un événement organisé sous l'égide du ministère français de l'Intérieur, en collaboration avec la Police nationale, la Gendarmerie nationale, la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, le ministère de l'Économie et des Finances avec la Direction générale des douanes, la Police municipale, Interpol, etc. Milipol est un réseau : une conférence internationale du même type se tient également chaque année au Qatar, au Doha Exhibition and Convention Center (DECC). Il y a aussi le **Milipol Asia-Pacific**, qui se tiendra en 2022 à Singapour, en mai.

Ces conférences réunissent des représentants de la haute technologie, des gouvernements et des forces de police du monde entier. La politique et l'économie tentent d'y conclure des accords pour parfaire le nouveau marché du contrôle et de la sélection.



LES ACCORDS SUR L'EXTERNALISATION (en bref)

Convention d'application de l'accord de Schengen de 1990 : elle établit l'obligation pour le vecteur de reprendre immédiatement et à ses frais tout étranger qu'il a transporté et qui se voit refuser l'entrée parce qu'il ne dispose pas des documents et des conditions requises pour entrer dans l'UE.

L'accord de Cotonou : a été l'une des premières étapes, en 2000. Il consacre le partenariat entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique d'une part (79 pays) et les États membres et l'UE d'autre part, avec pour objectif principal "l'éradication de la pauvreté, la réalisation d'un développement durable/durable et l'intégration des pays ACP dans l'économie mondiale". L'un des prix à payer en contrepartie est l'article 13, qui stipule l'obligation pour tous les pays ACP de coopérer à la réadmission de leurs citoyens que l'Europe veut expulser.

Traité Italie-Libye, signé à Benghazi le 30 août 2008. Il prévoit expressément des aides et des financements italiens et européens pour lutter contre "l'immigration irrégulière" sur le territoire libyen, ainsi qu'une collaboration italienne et libyenne dans les États d'origine des étrangers pour décourager l'émigration. Depuis lors, l'argent afflue vers les garde-côtes libyens et au-delà. De nombreux États européens signent des traités bilatéraux avec les pays d'origine des migrants.

Processus de Khartoum, tenu à Rome pendant la présidence italienne de l'UE, 28 novembre 2014.

Conférence ministérielle entre les représentants des États membres de l'UE, des pays de la Corne de l'Afrique (Érythrée, Somalie, Éthiopie et Djibouti) et de certains pays de transit (Sud-Soudan, Soudan, Tunisie, Kenya et Égypte). Sujets "urgents" : la lutte contre le trafic de migrants et la traite des êtres humains.

La première étape consiste à associer l'OIM (Organisation internationale pour les migrations) et le HCR à des projets de coopération financés par des fonds européens, dans le but de créer et de gérer des camps pour les migrants dans les pays de départ et de transit. Il est également prévu de mener une campagne d'information (déjà promue par le passé) pour dissuader les gens de partir. Il est également prévu de financer la formation des gardes-frontières.

Sommet UE/UA à La Valette (Malte), le 12 novembre 2015.

Lors de ce sommet UE/UA sur les migrations, les 25 États membres, ainsi que la Norvège et la Suisse, ont créé un Fonds fiduciaire européen pour l'Afrique (EUTF), également appelé Trust Fund. L'objectif de la création du fonds fiduciaire était de disposer de liquidités pour "traiter" avec les pays de départ et de transit des migrants. L'objectif du fonds fiduciaire était de fournir des liquidités pour "négocier" avec les pays d'origine et de transit des migrants et obtenir une

plus grande coopération des gouvernements locaux pour contrôler les flux migratoires en finançant des programmes de développement (tant dans les pays d'origine que de transit) et en renforçant les forces de police dans tous les États situés le long des routes vers l'Europe.

Aujourd'hui, sur les quelque 5 milliards d'euros du Fonds fiduciaire, 4,4 milliards proviennent du Fonds européen de développement et d'autres instruments financiers de l'UE pour l'aide au développement dans les pays tiers - tandis que 619 millions ont été fournis par les États. L'Italie, avec 112 millions de promesses de dons, est le deuxième plus grand donateur après l'Allemagne (157,5 millions de promesses de dons).

Les bénéficiaires des projets sont les agences publiques de coopération au développement des pays européens, les organisations internationales, notamment l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), des ONG et entreprises privées. Il n'y a aucun contrôle sur cet argent, pas même la farce d'un vote au Parlement européen.

Accord UE-Turquie, 18 mars 2016.

6 milliards d'euros (3+3) plus la promesse d'accélérer le processus d'intégration européenne de la Turquie, et de supprimer les visas pour les citoyens turcs qui veulent franchir les frontières de l'UE. En contrepartie : un blocus des migrants et le refoulement vers la Turquie de ceux interceptés sur les îles grecques.

La Turquie, en 2018, a arrêté quelque 268 000 migrants en route vers l'Europe, et plus de 170 000 en 2019. Aujourd'hui, elle réclame de nouveaux accords (argent) pour continuer à être un flic européen. Nous parlons de centaines de milliers de personnes bloquées en Turquie.

En 2019, 70 000 personnes sont arrivées en Europe en provenance de Turquie. Deux fois plus que l'année précédente.

Comme tout.e.s le savent, le 27 février 2020, Erdogan a déclaré qu'il n'arrêterait plus ceux qui voulaient entrer en Grèce. Il a demandé plus d'argent aux États européens pour continuer à détenir des personnes aux portes de l'Europe. Des milliers de personnes se sont donc dirigées vers la frontière, allant jusqu'à réaliser des passages de masse à travers les grillages et des affrontements avec les forces de police (130 000 personnes selon les chiffres publiés par le ministère de l'intérieur turc, un peu plus de 30 000 selon les autorités grecques). La Grèce a en effet complètement fermé la frontière et suspendu les demandes d'asile, multipliant les contrôles et la répression.

De toute évidence, pour le président turc, les millions de personnes bloquées en Turquie ne sont qu'une monnaie d'échange pour les politiciens européens. De plus, avec la guerre en Syrie, ses intérêts et ses équilibres politiques sont très "délicats".

Pacte pour les migrations et protocole d'accord Italie-Libye, 2016.

C'est la proposition présentée par le gouvernement italien à l'UE sur le modèle de l'accord UE-Turquie pour redessiner les politiques européennes avec les pays africains, d'où arrive et continuera d'arriver la majeure partie des flux vers la rive sud de l'Europe.

La proposition consiste à augmenter encore les fonds, en utilisant des obligations financières européennes, à introduire sur la table des négociations afin d'obtenir, en échange, une coopération en matière de contrôle et de réadmission. Les pays prioritaires indiqués par le gouvernement italien sont la Tunisie, le Sénégal, le Ghana, le Niger, l'Égypte et la Côte d'Ivoire. Pour renforcer sa proposition, notamment pour convaincre les pays africains de coopérer, l'Italie a organisé à Rome, le 18 mai 2016, une réunion interministérielle Italie-Afrique à laquelle ont été invités les principaux chefs d'État africains ainsi que des représentants de l'Union africaine (les représentants de 52 gouvernements africains étaient présents).

Dans les mois qui ont suivi, il a été question d'adopter un plan d'investissement pour l'Afrique, d'investir des dizaines de milliards d'euros dans les infrastructures en faisant jouer l'effet de levier de l'investissement privé en Afrique - tout comme le plan Juncker prétendait le faire en Europe - et d'"aider" ainsi les pays africains à être actifs sur le marché international de l'investissement privé. Évidemment avec des entreprises et des organisations partenaires généralement européennes.

Une forme de néo-keynésianisme dans l'intérêt des entreprises européennes. L'objectif est de se concentrer sur l'amélioration du contrôle des frontières et de faciliter les réadmissions dans les pays d'origine et de transit. A cette fin, les pays d'origine et de transit s'engagent à procéder à la biométrie des documents de leurs citoyens ainsi qu'à utiliser le laissez-passer européen comme outil pour accélérer les rapatriements.

Pour la première fois, le document proposé par la Commission formalise l'idée de conditionner le versement des fonds de développement à la collaboration en matière de migration, transformant ainsi la coopération en une "récompense" ou une "pénalité" par rapport à l'engagement de contrôle et de réadmission... un nouveau néocolonialisme, avec un format européen.

À l'occasion de ce sommet, Gentiloni a proposé à son homologue libyen Taher Siyala de réactiver le traité d'amitié de 2008 signé par Berlusconi et Kadhafi.

Plusieurs millions d'euros d'aide pour "protéger les migrants" dans les centres de détention, améliorer le système de contrôle des frontières et le cadre juridique du pays.

La machine à refouler financée par le gouvernement italien et l'UE, de 2016 à 2020, a permis à la Libye de renvoyer au moins 60 000 personnes dans leur port de départ. La plupart

d'entre eux se sont retrouvés dans les prisons libyennes déjà pleines, soumis à des tortures et à des exploitations de toutes sortes. Beaucoup d'entre elles ont ensuite été "rapatriées volontairement" dans leur pays, grâce au travail de l'OIM qui, de mai 2017 à octobre 2020, a rapatrié 61 000 personnes des seuls territoires libyens.

Cela a également été possible grâce à la criminalisation de la solidarité (initiée par Minniti, 2017) notamment des ONG effectuant des sauvetages en mer, voulue à la fois par l'Italie et l'UE, qui a conduit au blocage de nombreux navires, à de lourdes amendes et à des accusations d'aide à l'immigration clandestine pour les membres d'équipage. Ainsi, les cargos commerciaux étaient également poussés à changer de cap lorsqu'ils étaient confrontés à des péniches en détresse : en fait, le risque était de rester bloqué pendant des semaines sans pouvoir trouver un port sûr.

Depuis 2017, une vingtaine de navires ont été impliqués dans des procédures judiciaires, et plus de 40 enquêtes ont été lancées par des États européens.

Le 20 mars 2017, le Premier ministre libyen al-Sarraj a présenté une liste de courses. Valeur, plus de 800 millions d'euros : 10 navires, 10 patrouilleurs, 4 hélicoptères, 24 canots pneumatiques, 10 ambulances, 30 véhicules tout-terrain, 15 voitures accessorisées, au moins 30 téléphones satellites et des équipements militaires (non soumis à l'embargo sur les armes voté par l'ONU). Dans le même temps, le gouvernement italien a assuré que plus de 280 millions seraient investis dans les seules autorités maritimes d'ici 2020.

Les patrouilleurs fournis à la Libye proviennent d'une entreprise de Rovigo, Cantieri Navali Vittoria. Toujours grâce à des "accords techniques" entre les ministères des Affaires étrangères et de l'Intérieur, en août 2017 : pour un "soutien technique" visant à "améliorer la gestion des frontières et de l'immigration", 2,5 millions d'euros sont donnés. Puis 615 000 euros supplémentaires pour des "programmes de formation".

Le fournisseur est toujours le même : Cantiere Navale Vittoria, de la famille Duò. La société basée à Adria est chargée de restaurer l'efficacité de divers navires, mais aussi de former 21 "opérateurs de police libyens" pour les "diriger" ou transporter d'autres navires. Le montant total des contrats s'élève à près de 3 millions d'euros.

Nouveau pacte sur les migrations et l'asile, 23 septembre 2020.

La même dynamique se retrouve dans la proposition de la Commission pour le nouveau pacte : prévention de l'arrivée des "migrants" en Europe, en opposant les mouvements dits secondaires et le rapatriement. L'action extérieure sera l'objectif renouvelé de l'Union, à travers une collaboration globale avec les pays d'origine et de transit, orientée vers l'externalisation des frontières. Ils appellent cela la "solidarité flexible volontaire".



MISSIONS DE "LUTTE CONTRE LE TERRORISME" (et aux migrants)

EUCAP SAHEL - "capacity-building mission" au Niger et au Mali
Promue et financée par l'UE, elle a débuté en 2012 au Niger comme une mission d'appui à la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et la sécurité des zones d'extraction d'uranium, mais s'est transformée en une mission de lutte contre l'immigration. L'idée est en fait de renforcer et de former les policiers et les différents gardiens. Dans la même veine, un accord a également été signé avec le Mali voisin en avril 2016 (un accord de 43,5 millions d'euros qui prévoit un rôle central pour la mission Eucap Sahel Mali), un accord qui voit à son tour une union de la lutte contre le "terrorisme" et de la lutte contre la migration.

De 2012 à 2019, EUCAP Sahel Niger a formé environ 13 000 membres des forces armées nigériennes.

Le 3 mai 2019, la chancelière allemande Angela Merkel s'est rendue dans les locaux d'EUCAP Sahel Niger pour suivre l'évolution du déploiement d'une compagnie mobile de contrôle des frontières (CMCF), que l'Allemagne a cofinancé à hauteur de 6 millions d'euros.

EUCAP Sahel Niger est composé d'environ 50 experts de différents pays de l'UE et d'environ 30 employés locaux. Son siège se trouve à Niamey, au Niger. Le chef de la mission est Frank Van der Mueren (BE), depuis mai 2018.

Le siège d'EUCAP Sahel Mali est situé à Bamako. Depuis le 1er octobre 2017, le chef de mission est l'officier de gendarmerie français Philippe Rio.

G5BSAHEL - Les chefs d'État européens réunis à Paris en décembre 2017 ont relancé la structure G5Sahel - dotée d'un budget de 250 millions d'euros - en l'investissant d'une nouvelle mission : la lutte contre le trafic de migrants en bloquant les départs et les transits vers la Libye.

En tuant et en enfermant dans des camps et des prisons, ces accords ont fonctionné :

En 2015, plus d'un million de personnes ont traversé la Méditerranée et ont débarqué en Europe. Parmi eux, 856 000 ont débarqué en Grèce et 153 000 en Italie. En 2016, grâce aux accords avec la Turquie, les chiffres se sont effondrés : 361 678 arrivées, dont 181 436 en Italie et 173 447 en Grèce.

En 2017 semestre 2016 : un peu plus de 171 mille (119 mille en Italie, 29 mille en Grèce).

En 2018, 138 mille arrivées, dont seulement 23 370 en Italie, 64 mille en Espagne, " nouvelle " route après les accords avec la Turquie et la Libye.

En 2019, 123 mille arrivées, dont 11 471 en Italie, soit 50 % de moins qu'en 2018 et 90 % de moins qu'en 2017.

En 2020, les chiffres continuent de diminuer : 95 000 personnes débarquées, dont 34 000 en Italie.

Pendant ce temps, les nouvelles des massacres, des tortures et des viols dans les lagers libyens payés par l'argent européen, des morts en mer et dans le désert, se poursuivent dans l'indifférence et l'inaction presque totales de ceux qui financent tout cela, ne serait-ce qu'en payant des impôts.

Aujourd'hui, à l'ère du Covid, l'État italien a trouvé un nouveau moyen de décourager et de contrôler l'immigration : la mise en quarantaine des navires.

LE NAVI QUARANTENA, NUOVI HOTSPOT GALLEGGIANTI

Les vaisseaux de quarantaine sont une nouvelle étape née de l'ère Covid. Une véritable expérience qui, en fait, se poursuit et s'étend.

Le 7 avril 2020, les ports italiens sont déclarés "dangereux" pour le débarquement des personnes secourues par des navires battant pavillon étranger en dehors de la zone SAR italienne.

Le 12 avril, l'utilisation de navires pour effectuer la période de surveillance sanitaire est approuvée.

Une nouvelle expérience de détention des "sans-papiers" est ainsi née. Sur les navires de quarantaine, réquisitionnés par l'État italien en échange d'un paiement important aux compagnies maritimes, les personnes qui arrivent par la mer sans documents sont détenues pendant des semaines. Mais pas seulement. Au cours des mois précédents, le ministère de l'Intérieur, avec le soutien de la Croix-Rouge, avait fait monter sur les navires de quarantaine des centaines d'immigrants qui avaient déjà été testés positifs pour la protection Covid-19 ou qui avaient d'autres permis de séjour et se trouvaient dans des centres d'accueil dans toute l'Italie.

En janvier 2021, le ministère de l'Intérieur, avec l'annonce de la mise à jour des navires à utiliser pour l'isolement sanitaire, a prévu que le "service" pourrait également être "étendu aux migrants arrivant en Italie de manière indépendante à travers les frontières terrestres".

Ceux qui arrivent par avion en Italie ou qui ont des documents ne doivent présenter qu'un écouvillon, tout au plus faire quelques jours d'isolement fiduciaire dans une maison. Au lieu de cela, les "migrants", sous prétexte de Covid, sont détenus dans des centres de détention isolés en mer, devenus de véritables hotspots, ou des prisons flottantes, d'où ils ne sortiront que pour être transportés vers des centres de détention et d'expulsion, s'ils sont considérés comme "irréguliers", ou vers des centres "d'accueil", s'ils sont considérés comme des demandeurs d'asile.

Au nom de la maîtrise de la santé.



FINANCEMENT ET COLLABORATEURS

Quelques entreprises

La croissance des dépenses consacrées à la sécurité des frontières a profité à un large éventail d'entreprises, en particulier aux fabricants d'armes et aux sociétés de sécurité biométrique.

Le géant français de l'armement **Thales**, l'un des principaux exportateurs d'armes de la région, est un acteur majeur, fournissant des équipements militaires et de sécurité pour la sécurité des frontières et des systèmes et équipements biométriques.

Les principaux fournisseurs de sécurité biométrique sont **Veridos**, **OT Morpho** et **Gemalto** (qui sera bientôt racheté par **Thales**). Pendant ce temps, l'Allemagne et l'Italie financent leurs propres entreprises d'armement - **Hensoldt**, **Airbus** et **Rheinmetall** (Allemagne) et **Leonardo** et **Intermarine** (Italie) - pour soutenir le travail de sécurité aux frontières dans certains pays de la région MENA, notamment en Égypte, en Tunisie et en Libye. En Turquie, d'importants contrats pour la sécurité des frontières ont été remportés par des entreprises de défense turques, notamment **Aselsan** et **Otokar**, qui utilisent les ressources pour subventionner leurs propres efforts de défense qui sont également à l'origine des attaques de la Turquie contre les communautés kurdes.

Il existe également un certain nombre de sociétés semi-publiques et d'organisations internationales qui fournissent des services de conseil, de formation et de gestion aux projets de sécurité frontalière et qui ont prospéré grâce à la croissance massive du marché de la sécurité frontalière.

Il s'agit notamment de la société d'économie mixte française **Civipol**, de l'Organisation internationale pour les migrations (**OIM**) et du Centre international pour le développement des politiques migratoires (**CIDPM**). **Civipol** est en partie détenue par de grands fabricants d'armes tels que **Thales**, **Airbus** et **Safran**. En 2003, elle a rédigé un document de conseil influent pour la Commission européenne, qui a jeté certaines des bases des mesures actuelles d'externalisation des frontières dont elle bénéficie aujourd'hui.

Les financements et les dons d'équipements militaires et de sécurité de l'UE, ainsi que la pression exercée sur les pays tiers pour qu'ils renforcent leurs capacités en matière de sécurité des frontières, ont stimulé le marché de la sécurité des frontières en Afrique. L'organisation de lobbying **AeroSpace and Defence Industries Association of Europe (ASD)** a commencé à se concentrer sur l'externalisation des frontières de l'UE. De grandes entreprises d'armement telles qu'**Airbus** et **Thales** ont

également jeté leur dévolu sur le marché africain et moyen-oriental en pleine croissance.

Les grandes entreprises européennes d'armement et de technologie, en particulier **Airbus**, **Thales**, **Leonardo** (anciennement **Finmeccanica**) et **Safran**, sont les principaux gagnants de la militarisation des frontières de l'UE. Les États membres - sans surprise - choisissent souvent de financer ou de donner des équipements provenant d'entreprises de leur propre pays.

(Texte largement traduit de Borders Wars I et II, et surtout de Expanding the fortress : The policies, the profiteers and the people shaped by EU's border externalisation programme, par Mark Akkerman)



THALES

Thales est le dixième fabricant d'armes au monde, et le quatrième en Europe - et par conséquent également un fournisseur d'armes majeur pour les pays du Moyen-Orient et d'Afrique, où il a connu une croissance élevée et continue en 2017. Thales est un acteur majeur du complexe industriel de sécurité des frontières de l'UE. En tant que membre de l'ASD et de l'EOS, elle a joué un rôle important dans le lobbying en faveur des politiques européennes de sécurité des frontières et de migration. Elle a également remporté d'importants contrats pour la sécurité des frontières, par exemple la mise en œuvre d'un système complet et intégré de sécurité à la frontière orientale de la Lettonie, comprenant des logiciels de commande et de contrôle, des systèmes optroniques, des capteurs et un réseau de communication.

En ce qui concerne l'externalisation des frontières de l'UE, Thales s'efforce de "tirer parti de la croissance des marchés de la sécurité" en Afrique. Elle a fourni à neuf pays africains des systèmes de contrôle des documents d'identification. Par exemple, depuis 2005, le Maroc est passé aux cartes d'identité biométriques, basées sur les empreintes digitales, en partie pour "contrôler les flux migratoires". Thales a contribué à la mise en œuvre de ce projet en fournissant des équipements et des logiciels pour la production de documents d'identité.

Les relations avec l'Égypte sont particulièrement étroites. Ces dernières années, Thales a contribué à fournir à l'Égypte des avions de combat Rafale et des radars pour les frégates et les corvettes. La coopération de l'Égypte pour mettre fin à la migration vers l'UE joue un rôle important à cet égard, car elle facilite l'application laxiste des règles d'exportation d'armes.

En 2015, le gouvernement néerlandais a accordé une licence d'exportation de 34 millions d'euros à Thales Nederland pour la fourniture à l'Égypte de radars et de systèmes C3 destinés à être utilisés sur les corvettes construites par le groupe naval français, alors même qu'il admettait être préoccupé par de graves violations des droits humains. L'une des raisons invoquées par le gouvernement néerlandais pour accorder la licence d'exportation à Thales était le rôle joué par la marine égyptienne dans l'arrêt de l'immigration "illégal" vers l'Europe.

En 2017, Thales a annoncé l'acquisition de la société de sécurité numérique Gemalto, basée à Amsterdam, aux Pays-Bas, pour environ 4,8 milliards d'euros. Grâce à cette transaction, Thales renforcera considérablement sa position sur le marché international de la sécurité et du contrôle des frontières. Peter Smallridge de Gemalto est co-président du groupe de travail EOS sur la sécurité frontalière intégrée.

Gemalto a été contracté par le Maroc pour fournir, gérer et sécuriser les nouveaux passeports biométriques marocains. Gemalto a également fourni au Ghana un système de contrôle électronique des frontières, basé sur la technologie d'identification biométrique, dans le cadre du développement d'une politique migratoire nationale. Cette politique a été saluée par l'UE comme étant conforme à la déclaration et au plan d'action de La Valette. Ari Bouzbib, de Gemalto, a déclaré que le nouveau système mis en place au Ghana pourrait servir de "modèle de modernisation pour de nombreux autres pays africains".

Parmi les autres clients figurent l'Ouganda, pour un système de gestion des visas destiné à renforcer la sécurité aux frontières, et l'Algérie, la Côte d'Ivoire, le Liban, la Moldavie, le Nigeria et la Turquie, pour des passeports ou des cartes d'identité biométriques. En février 2017, Gemalto a signé un protocole d'accord avec la police des frontières moldave " pour renforcer la sécurité des frontières de la République de Moldavie conformément aux normes européennes, ainsi que pour assurer le respect des conditions nécessaires à l'application des dispositions de l'acquis de Schengen ". Gemalto a accepté de contribuer à la recherche de financements externes pour la mise en œuvre des projets.

Thales est également l'un des copropriétaires de Civipol, une société du ministère français de l'intérieur, qui a contribué à définir les politiques d'externalisation des frontières de l'UE dont elle bénéficie aujourd'hui par la mise en œuvre de nombreux projets financés par l'UE dans des pays tiers.

L'UE a apporté un soutien financier au renforcement des capacités de la Turquie en matière de sécurité frontalière bien avant l'accord avec la Turquie, principalement par le biais de l'instrument d'aide de pré adhésion (IAP) et de l'IAP II. Au total, la Turquie recevra 469 millions d'euros de ces fonds pour des activités "liées aux migrations" au cours de la période 2007-2020. Une partie de ces fonds est destinée à l'achat d'équipements pour la sécurité des frontières.

En mai 2017, l'entreprise publique turque de défense Aselsan a obtenu le contrat de fourniture d'unités de surveillance mobiles blindées et non blindées pour le contrôle des frontières. L'UE a payé ce contrat, d'une valeur de près de 30 millions d'euros, par le biais de l'IPA et de l'IPA II. Les livraisons étaient prévues pour 2018.

Aselsan a également construit un système de sécurité frontalier à la frontière entre la Turquie et la Syrie. Il est composé de tours militaires dites "intelligentes" dotées de systèmes d'observation et d'obstruction. Aselsan a également développé deux types de ballons de surveillance et de reconnaissance destinés à être utilisés le long des frontières

avec la Syrie et l'Irak. Les ballons "Water Drop" et "Global" seront protégés contre les armes légères et devraient rester en l'air 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, pour fournir des informations aux bases et avant-postes militaires. Une autre entreprise turque qui profite de l'argent de l'UE est Otokar, un fabricant de véhicules militaires et civils. En 2015, elle a remporté l'appel d'offres pour fournir à la Turquie des véhicules de reconnaissance et de surveillance pour la sécurité des frontières. Les véhicules Cobra II sont équipés d'un radar, d'un système de détection des cibles et de caméras thermiques. Le contrat, d'une valeur de plus de 47 millions d'euros, a été à nouveau financé par l'IPA.

Avec les commandes d'Aselsan et d'Otokar, la Turquie utilise l'argent de l'UE pour renforcer son industrie militaire et de sécurité. Le développement de ces industries nationales s'inscrit dans l'objectif politique de la Turquie de devenir plus autonome et moins dépendante des livraisons d'armes à l'étranger.

Bien que les bénéficiaires turcs dominent, six nouveaux navires de "recherche et de sauvetage" ont été commandés au constructeur naval néerlandais Damen, bien qu'ils soient construits dans son chantier naval d'Antalya en Turquie. En juillet 2017, Damen a livré les deux premiers navires aux garde-côtes turcs dans le cadre d'un contrat avec l'OIM. La société britannique Rolls-Royce a fourni les moteurs des navires.

Malgré leur nom, la Commission européenne a clairement indiqué que la "recherche et le sauvetage" ne constitue qu'une partie de la mission des nouveaux navires, qui comprend également la "lutte contre l'immigration clandestine et le trafic". Le commandant du commandement des garde-côtes turcs, le contre-amiral Bülent Olcay, a été encore plus explicite, les décrivant comme des remplaçants des "navires des garde-côtes dont la durée de vie a expiré prématurément en raison d'une utilisation excessive" dans la "lutte contre l'immigration irrégulière".

Les 20 millions d'euros utilisés pour financer les navires proviennent de l'instrument de stabilité et de paix (IcSP), qui est destiné à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits.

Pour Damen, ce n'est pas la seule vente liée à la sécurité des frontières en dehors de l'Europe. En 2012, il a fourni quatre navires de patrouille aux garde-côtes libyens, qui ont été vendus comme des équipements civils pour éviter une licence d'exportation d'armes du gouvernement néerlandais. Cependant, une équipe de chercheurs a découvert que les navires n'étaient pas seulement vendus avec des points de fixation pour les armes, mais qu'ils étaient ensuite armés et utilisés pour arrêter les bateaux de réfugiés.

En 2012, Damen a également livré un patrouilleur aux garde-côtes du Cap-Vert. En 2015, le Maroc a commandé cinq navires d'interception à Damen "pour lutter contre les activités illégales [...] dans les eaux marocaines". Le contrat comprenait une formation en coopération avec le Dutch Shipping and Transport College Group. Et en avril 2018, la marine tunisienne a reçu le premier de quatre patrouilleurs offshore Damen Multi Service.

LEONARDO E INTERMARINI

En Tunisie, en Libye, en Égypte et au Niger, Leonardo (Finmeccanica) mènerait des "activités de promotion des technologies de sécurité et de contrôle du territoire". La société, dont le ministère de l'économie est le principal actionnaire, a déclaré vouloir "revitaliser les projets en cours et en proposer d'autres, en fournissant aux gouvernements des systèmes et des technologies de pointe pour la sécurité des pays". La société "explore actuellement les possibilités de développer en Europe un projet de contrôle des flux migratoires de l'Afrique vers l'Europe, consistant en un système de sécurité et de surveillance côtière avec des centres de commandement et de contrôle". Un exemple : Leonardo vient de livrer au Maroc deux avions de surveillance maritime King Air 350ER (entrés en service le 17 février 2020) configurés pour ce rôle par Leonardo avec le système de mission ATOS (Airborne Tactical Observation and Surveillance). C'est la Marine royale marocaine qui a commencé à utiliser les deux appareils. Les King Air 340ER seraient conçus et fabriqués par Beechcraft Augsburg, une filiale allemande (avec des succursales à Brême, Ganderkesee, Stuttgart et Augsburg) de Textron Aviation.

Pour renforcer les capacités de la Libye en matière de sécurité frontalière, l'Italie et l'UE ont fait don d'équipements de sécurité et d'argent à la Libye. Dans la pratique, ces "dons" ont principalement bénéficié aux entreprises d'armement italiennes, notamment Leonardo et Intermarine.

Avec le début de la guerre civile, les livraisons ont cessé, mais ont repris peu après la chute de Kadhafi. Un document interne de l'UE ayant fait l'objet d'une fuite en 2013 énumère les dons d'équipements de l'Italie à la Libye en 2012 et 2013, qui comprenaient " 15 véhicules tout-terrain pour patrouiller les infrastructures sensibles " (valeur : 550 000 €), dix véhicules 4x4 et dix véhicules 6x6 (valeur : 7,7 millions d'euros) et des uniformes de la marine (valeur : 500 000 €). Des dons d'un bateau de patrouille, de matériel informatique, de 15 motos et de 20 autres véhicules sont en préparation.

10 Leonardo (alors Finmeccanica) a été la première société d'armement occidentale à conclure un important contrat

d'armement avec la Libye après la fin de l'embargo sur les armes en 2004. En 2006, la Libye a commandé à sa filiale AgustaWestland dix hélicoptères AW109 Power pour le contrôle des frontières, pour un montant estimé à 80 millions d'euros. Finmeccanica a également créé plusieurs coentreprises avec des entreprises libyennes dans le domaine de l'électronique aérospatiale et de défense.

En 2009, une autre filiale de Finmeccanica, Selex Sistemi Integrati, a annoncé un contrat de 300 millions d'euros avec la Libye pour la mise en place d'un vaste système de sécurité et de contrôle des frontières, comprenant "la formation des opérateurs et du personnel de maintenance, ainsi que la réalisation de toutes les infrastructures civiles nécessaires". La moitié du financement de l'achat a été assurée par l'Union européenne, l'autre moitié par le gouvernement italien. La première moitié du projet a été signée et a débuté en octobre 2009, mais les équipements n'avaient pas été installés avant le renversement de Kadhafi. Le projet a été suspendu. En 2011, Finmeccanica a repris les négociations avec le gouvernement provisoire.

Au cours de l'année 2012, le nouveau gouvernement libyen a discuté avec l'Italie, le Royaume-Uni et la France d'un éventuel programme de sécurité des frontières terrestres de plusieurs milliards de dollars. Un certain nombre d'entreprises d'armement, dont Finmeccanica, ainsi que Thales, Airbus (devenu EADS), KBR UK, BAE Systems et QinetiQ, se préparent à participer à un appel d'offres prévu mais pas encore publié, qui pourrait couvrir, par exemple, les radars, les hélicoptères, les drones et les véhicules terrestres. Selon l'ancien chef d'état-major de l'armée de l'air italienne Leonardo Tricarico, alors conseiller de Finmeccanica, la Libye et l'Italie ont également signé en 2012 un mémorandum sur un projet de sécurité frontalière basé sur la surveillance par satellite, qui ne s'est pas concrétisé.

En novembre 2013, le ministre libyen de la Défense, Abdullah al-Thini, a annoncé que la Libye avait chargé Selex Sistemi de construire un système de surveillance par satellite : "Il couvrira l'ensemble de la frontière". Dès la fin de 2014, la frontière sud sera fermée. Les points de passage et les points faibles seront fermés avec l'aide des satellites." Il ne s'agit pas d'un nouveau projet, mais de la reprise d'un projet avorté de 2009. Depuis lors, la proposition a été mentionnée à plusieurs reprises, mais en septembre 2017, elle n'avait toujours pas avancé.

Leonardo est également impliqué dans d'autres accords pour la sécurité des frontières dans les pays limitrophes de l'Europe. En 2010 et 2011, elle a fourni 15 hélicoptères pour la surveillance des frontières en Algérie. Et en 2013, AgustaWestland a signé un contrat avec l'armée de l'air mauritanienne pour la livraison de deux hélicoptères AW109, qui seront utilisés pour des missions de patrouille frontalière et de reconnaissance. En février 2017, Leonardo a annoncé avoir été sélectionné par la société autrichienne Schiebel pour fournir le système de surveillance radar PicoSAR pour les systèmes aériens sans pilote (UAS) Camcopter S-100 à un pays d'Afrique du Nord, qui serait la Tunisie, pour des tâches incluant la surveillance des frontières.

Intermarine est un constructeur de navires militaires italien, qui fait partie du groupe Rodriquez Cantieri Navali. La marine italienne est son principal client, mais les patrouilleurs d'Intermarine sont également utilisés par la police des frontières roumaine et les garde-côtes libyens.

En 2009, l'Italie a fait don de six des patrouilleurs Bigliana d'Intermarine aux garde-côtes libyens. Les officiers libyens ont été formés à leur utilisation par la police militaire italienne. Des officiers militaires italiens étaient également présents sur les navires en tant qu'"observateurs" et pour la maintenance. Deux des navires sont ensuite tombés en panne et ont été mis hors service, tandis que les quatre autres ont été renvoyés en Italie en 2012 pour des travaux de maintenance d'un montant de 4,3 millions d'euros, payés par l'Italie. Elle a rendu quatre navires de patrouille en mai 2017 et a promis six autres plus tard dans l'année.

Selon Amnesty International, les garde-côtes libyens ont utilisé le Ras Jadir, l'un des bateaux donnés par l'Italie, lors d'un terrible incident survenu le 6 novembre 2017, au cours duquel 50 personnes sont mortes à cause de ses actions. Huit des treize membres de l'équipage de ce bateau avaient été formés dans le cadre de l'opération Sophia.

Alors que Kadhafi était au pouvoir en 2010, la Libye a commandé un système de surveillance de l'ensemble de la côte à Transas Systems, une entreprise irlandaise spécialisée dans les technologies maritimes. Le système, d'une valeur d'environ 28 millions de dollars, serait capable de surveiller en permanence la côte. "La Libye disposera de l'un des systèmes les plus modernes et les plus efficaces au monde, capable de détecter même les petits bateaux utilisés par les immigrants clandestins", a déclaré Christopher Loiz, qui dirigeait alors l'unité française de Transas. On ignore si ce système a effectivement été installé, mais il semble peu probable qu'il l'ait été, étant donné les changements rapides intervenus en Libye peu après la signature de ce contrat.

En 2014, la société française de construction navale Ocea a annoncé un contrat pour la livraison d'au moins deux patrouilleurs FPB 98 à la marine libyenne.

Vingt de ces mêmes navires ont été vendus à l'Algérie entre 2008 et 2011. Le Sénégal a également commandé quatre navires en 2012. Ocea a également fourni à la marine nigérienne un certain nombre de navires de patrouille pour des missions telles que le contrôle de l'immigration clandestine.

RHEINMETALL E AIRBUS

L'Allemagne est le plus grand donateur européen d'équipements militaires et de sécurité destinés au contrôle des frontières dans les pays tiers. Il est souvent difficile de savoir quelles entreprises produisent les équipements, mais les noms des entreprises d'armement Rheinmetall et Airbus apparaissent fréquemment.

En 2016, la Jordanie a reçu du ministère allemand de la Défense 16 véhicules de combat d'infanterie Marder produits par Rheinmetall pour des tâches de sécurité à la frontière avec la Syrie.

34 autres suivront au cours de l'année 2017, portant la valeur totale à environ 25 millions d'euros. Quelques mois plus tard, le commandant des gardes-frontières jordaniens, le général Barakat Aqeel, a déclaré : "Les frontières sont complètement fermées aux réfugiés".

Airbus est un autre bénéficiaire de la générosité allemande. L'Allemagne a fait don à la Tunisie d'une grande quantité d'équipements de sécurité frontalière, principalement fabriqués par Airbus, notamment des vedettes rapides, un laboratoire de contrôle des documents, des équipements de vision nocturne, des systèmes de surveillance, des systèmes de radar et de reconnaissance et d'autres équipements et dispositifs de sécurité frontalière en partie militaires. Les hélicoptères Airbus C295 et CN235 sont utilisés, entre autres, par le Mali, l'Égypte et le Ghana pour un large éventail de missions, notamment le contrôle des frontières. L'Algérie a également acheté un système de surveillance des frontières auprès de la "division sécurité des frontières" d'Airbus.

En mars 2017, la division Airbus Border Security est devenue la société allemande Hensoldt. Airbus Defence and Space avait décidé de se concentrer davantage sur son activité principale et a vendu cette division et la division électronique à la société américaine de capital-investissement KKR & Co pour environ 1,1 milliard d'euros, en conservant à court terme une participation minoritaire de 25,1 %.

Hensoldt a annoncé en mai 2017 qu'elle avait déjà reçu des commandes de pays de la région MENA d'une valeur d'environ 40 millions d'euros pour 50 unités de son radar de surveillance terrestre Spexer 2000, qui est principalement utilisé pour la surveillance des frontières et des côtes.

En décembre 2017, le gouvernement allemand a écrit, en réponse aux questions parlementaires de Die Linke, qu'il avait financé d'autres livraisons d'équipements de Hensoldt à la Tunisie, notamment cinq radars de surveillance terrestre, 25 jumelles haute résolution, cinq unités de vision nocturne montables NightOwl M et 25 unités de vision nocturne plus petites pouvant être montées comme lunettes de visée sur des armes automatiques. Hensoldt était également chargé de former les opérateurs à leur utilisation.



AFFAIRES BIOMÉTRIQUES

L'UE a poussé de nombreux pays tiers à enregistrer leur population, y compris les immigrants, à l'aide d'empreintes digitales ou d'autres données biométriques, afin de les identifier (et souvent de les expulser) plus rapidement s'ils entrent en Europe. La Commission européenne vend ces pratiques en soulignant comment elle travaille avec l'Union africaine et comment elle peut aider à l'inscription des électeurs. Toutefois, elle ajoute que "les données devraient bien entendu être utilisées pour la gestion des migrations".

Le rôle de **Thales** et de **Gemalto** a déjà été évoqué. Parmi les autres acteurs figurent **Civipol**, **Veridos**, une coentreprise allemande de la société de technologie de sécurité **Giesecke & Devrient**, et **Bundesdruckerei**, une entreprise publique spécialisée dans les documents et équipements d'identification sécurisés. Elle produit des documents d'identité et des systèmes automatisés de contrôle des frontières et d'identification biométrique.

Deux semaines après la visite du ministre allemand de l'Intérieur, Thomas de Mazière, en 2016, le Maroc a commandé un système national complet de contrôle des frontières à **Veridos**, qui s'est engagé à fournir l'infrastructure informatique, y compris les scanners biométriques et les sas de contrôle pour les points de contrôle frontaliers fixes et mobiles. **Veridos** a déclaré que le contrat, dont elle n'a pas voulu divulguer la valeur, est l'un des plus importants au monde dans le domaine du contrôle des frontières.

OT-Morpho a été fondée en 2017 lorsque **Morpho**, qui faisait partie de la société militaire française **Safran**, a été vendue à **Advent Technologies** et a fusionné avec sa filiale **Oberthur Technologies**. En 2010, **Morpho** a signé un contrat avec la Mauritanie pour produire des documents d'identité sécurisés basés sur la biométrie. Le programme a également intégré "Mauritania Visit", un système de contrôle des frontières. Selon **Morpho**, il s'agit de "l'un des premiers systèmes entièrement intégrés de ce type, combinant l'identification des citoyens, la production de pièces d'identité et le contrôle sécurisé des frontières".

Pour l'Égypte, **Morpho** produit des cartes d'identité nationales, en collaboration avec **AOI Electronics**, une société militaire appartenant à l'État égyptien.

Au Mali, **Morpho** travaille sur un contrat de 10 ans signé en 2016 pour fournir un système complet d'émission de passeports électroniques basés sur des données biométriques. **Morpho** fournit également des passeports à l'Ouzbékistan, où elle a mis en place un système d'identification couvrant l'ensemble de la chaîne, y compris le contrôle des frontières. **Thales** était un sous-traitant pour cela, fournissant des stations d'acquisition de données biométriques.

Veridos, **OT-Morpho** et **Gemalto** sont tous des membres éminents de la Security Identity Alliance (SIA), une organisation de lobbying pour le marché de l'identité numérique et de la sécurité.

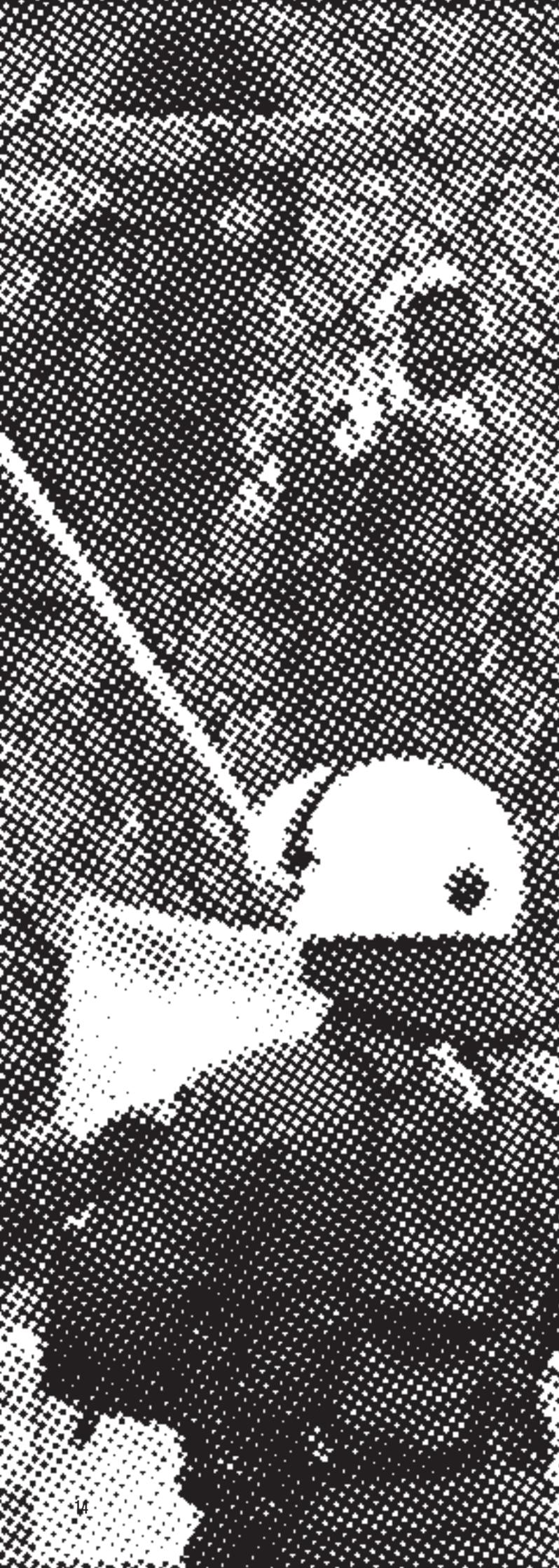
En juin 2017, son groupe de travail sur les frontières électroniques a publié le document de lobbying "Strong Identity,

Strong Borders", un "guide des meilleures pratiques pour développer une stratégie cohérente et efficace en matière de frontières électroniques". Dans ce document, la SIA préconise explicitement la nécessité d'"exporter la frontière" en par des interventions avant que les personnes ne partent vers leur destination, comme un "entretien en tête-à-tête avec un représentant du pays de destination", comprenant "un enregistrement biométrique - du visage et des empreintes digitales, par exemple - qui peut être vérifié par rapport aux dossiers de la police et de l'immigration dans le pays d'origine".

I DES ENTREPRISES DE L'UE ET DES CENTRES DE DÉTENTION D'IMMIGRANTS EN DEHORS DE L'EUROPE

Tous les États membres de l'UE emprisonnent de force les personnes déplacées, bien que la forme de détention, la durée et les catégories de personnes qui y aboutissent diffèrent. S'il est clair, au vu de sa pratique, que l'UE ne voit guère de problème à renvoyer des personnes dans des pays où elles risquent de se retrouver dans des conditions de détention horribles, comme en Libye, il est moins connu que l'UE finance également la détention administrative dans des pays tiers. Des sociétés d'ingénierie, diverses sociétés, gagnent des millions pour la construction et la conception de ces lagers. **Arup**, une société d'ingénierie britannique, a remporté en 2009 un contrat de 4 millions d'euros portant sur l'architecture, l'ingénierie, la conception et la gestion de projet pour un total de neuf centres de détention en Ukraine. Ce contrat a été entièrement financé par l'UE par le biais de l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP). **Eurasylum**, une société de recherche et de conseil en matière de migration basée au Royaume-Uni, était le co-gestionnaire de ce projet. Grâce aux fonds de l'IAP, l'UE a financé la fourniture d'équipements pour la création de centres d'accueil et d'éloignement en Turquie. En 2014, des contrats ont été attribués à plusieurs entreprises turques (**Caner Medikal Tic.**, **Teksmak Tekstil Mak**, **Köksal Bilişim Teknolojileri**, **İletişim, Elektronik ve Fotoğrafçılık**, **İnoksan Mutfak**, **Seha Mühendislik Müşavirlik**) pour un total de près de 6 millions d'euros, pour des biens allant du mobilier et du textile aux équipements informatiques et de sécurité. Les procédures d'appel d'offres pour la fourniture d'appareils ménagers et d'équipements médicaux ont été annulées parce qu'aucune "offre qualitativement valable" n'a été reçue.

En janvier 2017, il a été annoncé que la Biélorussie recevrait 7 millions d'euros de l'instrument européen de voisinage pour des centres de détention destinés à "accueillir les immigrants illégaux capturés en Biélorussie". La Commission européenne, le ministère de l'intérieur biélorusse et le bureau biélorusse de l'OIM ont collaboré à ce projet. Le dictateur biélorusse **Alexandre Loukachenko** attend clairement plus d'argent de l'UE : "Nous n'avons pas besoin que les immigrants illégaux restent ici pendant longtemps. Si quelqu'un est intéressé par la création de ces centres ici, il doit également fournir au Belarus l'argent nécessaire à l'extradition ultérieure des migrants. Nous n'avons pas besoin qu'ils restent ici".



INSTITUTIONS ET EXTERNALISATION

Les entreprises militaires et de sécurité ne sont pas les seules à obtenir des contrats grâce à l'externalisation des frontières de l'UE. De nombreux projets financés par l'UE ou les États membres sont réalisés par des institutions (semi-)publiques et intergouvernementales. Bien que leur objectif principal ne soit pas de gagner de l'argent, beaucoup financent leurs organisations en s'appuyant sur des projets financés par l'UE. Les acteurs les plus importants dans ce domaine sont l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM) et les institutions des États membres Civipol (France) et GIZ (Allemagne).

CIVIPOL

Civipol est la société de conseil et de services du ministère français de l'intérieur, fondée en 2001 et employant des experts du ministère et d'autres autorités gouvernementales. Tant en tant qu'opérateur public qu'en tant qu'entreprise privée, l'État français détient 40 % de Civipol, tandis que plusieurs entreprises, dont les grands fabricants d'armes Airbus, Safran et Thales, possèdent chacune plus de 10 % des actions. Elle est active dans plusieurs secteurs, dont celui de la sécurité. Civipol ne vend pas d'équipements, mais fournit des services de conseil, de gestion, d'audit, de formation, etc.

Son directeur général depuis juin 2017 est le préfet Yann Jounot. L'expertise de Civipol s'applique aux fondamentaux de la sécurité intérieure des États : identité, contrôle des flux pour lutter contre " toutes les formes de trafic et de crime organisé ", et présence sur le terrain.

Ils sont présents dans 80 pays du monde. Leur intervention est de plus en plus demandée. Le "contrôle des flux" est l'une de leurs principales activités ; ils "soutiennent" la police africaine en matière de logistique et de formation. Chiffre d'affaires en 2018 : 77,2 millions d'euros, avec 108 projets attribués, dont 75 % en Afrique. 70 % des appels sont financés par l'UE. 20% par des pays et organisations tiers, 5% par la Banque mondiale.

Son principal client est la Commission européenne, qui finance un grand nombre de ses projets tant dans l'UE que dans les pays tiers.

Depuis sa création, Civipol s'est concentré sur la sécurité des frontières et l'externalisation des frontières de l'UE. En 2003, il a rédigé une "étude de faisabilité sur le contrôle des frontières maritimes de l'UE" pour la Commission européenne. Un grand nombre des propositions contenues dans ce document ont été adoptées par la Commission dans son Programme de mesures visant à lutter contre l'immigration clandestine par-delà les frontières maritimes de l'UE d'octobre 2003 et dans des documents politiques ultérieurs. Elle a également jeté certaines bases pour les mesures actuelles (proposées) sur l'externa-

lisation des frontières.

Civipol a fait valoir que "le contrôle de la frontière physique devrait être renforcé dans une "frontière virtuelle" en amont, en menant des actions de contrôle et de prévention dans l'intervalle de temps entre les pays de transit ou de départ". Il a également proposé "l'utilisation de zones d'accueil dans les pays tiers", "l'introduction et le maintien de centres de détention administrative dans les pays de transit" et "l'encouragement des contrôles par les pays d'embarquement sur terre, sur leurs côtes et dans leurs ports". Il a demandé que des patrouilles autorisées par l'Union européenne interviennent sur les navires, au plus près des côtes d'embarquement. Ses propositions ont été lues comme des plans pour l'accord avec la Turquie et l'opération Sophia au large de la Libye.

Civipol n'a pas recommandé de restrictions pour atteindre ces objectifs, mais a proposé d'exercer une forte pression sur les pays tiers, de "punir" ceux qui n'empêchent pas les bateaux transportant des personnes déplacées de quitter leur territoire et de suggérer l'utilisation de "failles" dans les réglementations internationales relatives aux droits de l'homme, par exemple en déguisant l'interception et le retour des bateaux de réfugiés en "sauvetage immédiat des navires dont l'état de navigabilité est douteux" en vertu de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

Depuis 2003, Civipol a participé à de nombreux projets liés à la migration, principalement dans des États africains. Entre 2015 et 2017, elle était la quatrième organisation la plus financée par l'EUTF.

Au Maroc, en 2006, Civipol a aidé le pays à former un garde-frontière et a organisé des visites d'étude en Bulgarie et en Lettonie. En août 2017, elle est revenue pour renforcer les capacités opérationnelles des gardes-frontières afin de "lutter contre l'immigration illégale".

En 2009, il a remporté un contrat pour gérer "un don de la France pour l'achat de matériel et d'équipement pour les unités de surveillance des frontières terrestres et maritimes de la Tunisie". De même, la France a remporté un contrat pour la mise en œuvre d'un système de contrôle des frontières basé sur la biométrie pour la Tunisie, d'une valeur de 2,6 millions d'euros.

Civipol est également l'un des partenaires de mise en œuvre du projet "Better Migration Management" dans la Corne de l'Afrique. En décembre 2016, elle a été sélectionnée pour créer des bases de données d'empreintes digitales de l'ensemble de la population du Mali et du Sénégal. Ces projets, financés à hauteur de 25 et 28 millions d'euros par l'EUTF, visent à identifier les migrants irréguliers des deux pays d'Europe et à les expulser.

Un autre projet Civipol financé par l'EUTF est le projet quadriennal AJUSEN au Niger, qui fournit un soutien en matière de justice, de sécurité et de gestion des frontières dans la "lutte contre l'immigration illégale".

Il s'agit notamment de renforcer les forces de sécurité in-

térieure du Niger et de mettre en place une "gestion efficace des frontières". Civipol note que le projet fait partie d'un "effort général pour renforcer les forces de sécurité intérieure dans cette région".

Civipol est également impliqué dans le soutien à la coopération régionale entre les pays du G5 Sahel, avec un financement de 7 millions d'euros de la Commission européenne pour l'assistance technique à la gestion des frontières, et Euromed Police IV (financement de l'UE : 4,8 millions d'euros) sur la coopération en matière de sécurité entre le sud de l'UE et d'autres pays méditerranéens, notamment la Libye, l'Égypte et Israël.

Outre son rôle de consultant et de gestionnaire de projet, Civipol est également l'actionnaire principal du groupement d'intérêt économique (GIE) MILIPOL, qui organise les grands salons de la sécurité Milipol à Paris, au Qatar et à Singapour.

Comme dans tous les salons de la sécurité et de l'armement, les entreprises de sécurité aux frontières jouent un rôle régulier et croissant.

La structure de Civipol soulève de grandes questions sur les conflits d'intérêts, étant donné sa composition mixte État/privé. Elle prospère grâce aux fonds publics et les utilise pour soutenir et participer à des projets de sécurité dans des pays tiers qui profitent à l'industrie de l'armement et de la sécurité.

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) est une organisation intergouvernementale, fondée en 1951 et opérant sous les auspices des Nations unies en tant qu'Agence des Nations unies pour les migrations depuis 2016. Le travail de l'OIM est très vaste et consiste à travailler à la fois avec les gouvernements et directement avec les "migrants".

Même de nombreuses ONG ont critiqué l'OIM, notamment pour son rôle dans les déportations et la détention de personnes déplacées et pour son soutien aux États dans le renforcement des capacités de contrôle des migrations. En pratique, l'OIM part du principe que les États ont le droit souverain de contrôler leurs frontières et de décider de la (non-)entrée des étrangers. Il propose une "approche technique" des frontières, formulée dans un "langage dépolitisé de la gestion".

La plupart des travaux de l'OIM se concentrent sur des projets financés par des États ou d'autres organisations intergouvernementales. Dans le domaine de la "gestion des migrations et des frontières", l'OIM gère chaque année environ 200 projets qui visent à soutenir la gestion des frontières et à réduire la migration irrégulière. Son portefeuille comprend le soutien de nombreux projets d'externalisation des frontières de l'UE. Le Centre africain de renforcement des capacités (ACBC) de l'OIM, situé en Tanzanie, est au cœur de ce projet. Il a été créé en 2009 pour "améliorer les capacités de gestion des migrations

des États africains ". En 2016, plus de 4500 fonctionnaires de dizaines de pays africains avaient reçu une formation à l'ACBC, principalement en matière de migration et de gestion des frontières.

L'OIM joue également un rôle important dans les tentatives de l'UE d'arrêter la migration vers l'Europe via le Niger et la Libye. Dans son travail de sécurisation des frontières avec le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Burkina Faso, l'OIM reçoit également des fonds des États-Unis et du Japon.

La formation des forces militaires et de sécurité dans la région - ainsi que les projets de sécurité frontalière qui y sont liés - est assurée par le programme de financement militaire étranger (FMF). Ces projets sont souvent formulés en termes de stabilité régionale et/ou de lutte contre le terrorisme, mais dans la pratique, ils finissent par renforcer une politique de déplacement forcé des personnes déplacées en Europe.

CENTRE INTERNATIONAL POUR L'ÉLABORATION DE POLITIQUES MIGRATOIRES

Un autre bénéficiaire important du financement de l'UE est le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD), une organisation internationale basée à Vienne et fondée par l'Autriche et la Suisse en 1993. L'ICMPD est soutenu par 15 États membres, la plupart d'entre eux d'Europe centrale.

Elle compte environ 200 employés, un nombre qui a doublé en 2010, et gère plusieurs projets et bureaux de terrain. En 2016, elle a supervisé des projets d'une valeur de 124 millions d'euros, 73 % de ce financement provenant de la Commission européenne. En 2015, la valeur du projet était de 110,6 millions d'euros, dont 69 % provenant de la Commission européenne.

Le travail de l'ICMPD couvre un large éventail de questions liées à la migration, notamment le renforcement des capacités et les outils de lutte contre la migration irrégulière, la gestion des frontières et le retour des réfugiés. L'ICMPD met en œuvre et gère des projets, assure l'éducation et la formation et mène des activités de soutien et de conseil. Entre 2009 et 2017, elle a coordonné des projets dans 19 pays hors de l'Union européenne.

En Ukraine, par exemple, l'ICMPD a obtenu 1,7 million d'euros pour le projet de renforcement des capacités et de soutien technique aux autorités ukrainiennes pour répondre efficacement à la migration de transit irrégulière, qui s'est déroulé de 2008 à 2010 et qui comprenait la " zone " de détention. Dans le cadre de ce programme, les fonds de l'UE ont été affectés au "soutien technique aux centres de détention de Rozsudiv et de Zhuravichi" et à "un plan global pour un système de protection du périmètre de sécurité du centre de Zhuravichi". Un atelier financé par le même centre portait sur la "gestion des groupes de migrants problématiques".

L'ICMPD travaille actuellement au renforcement des

capacités institutionnelles de la Direction générale de la gestion des migrations de la Turquie afin de répondre aux exigences du plan d'action UE-Turquie sur les migrations. Le projet est financé par le Royaume-Uni.

Le CIDPM assure le soutien et le secrétariat de plusieurs "dialogues sur les migrations" que l'UE entretient avec des pays tiers, notamment le processus de Budapest, le processus de Prague, le processus de Rabat et le processus de Khartoum. Et il met en œuvre la "facilité de partenariat pour la mobilité" (MPF), un "nouvel instrument destiné à soutenir les partenariats pour la mobilité et les programmes communs en matière de migration et de mobilité". Le MPF est financé par l'UE à hauteur de 5,5 millions d'euros provenant du Fonds pour la sécurité intérieure et du Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration. Il prévoit une aide aux pays tiers pour "stimuler et combattre la migration irrégulière". Les fonds du MPF sont uniquement destinés aux pays qui ont signé un partenariat pour la mobilité ou un agenda commun sur la migration et la mobilité avec l'UE. Les projets comprennent le "renforcement des capacités des services cynophiles en Moldavie et en Géorgie" et la "mise en œuvre de la gestion intégrée des frontières en Moldavie

GIZ

L'agence allemande de coopération au développement, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), est l'un des principaux responsables de la mise en œuvre de projets dans le cadre du Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique et d'autres financements européens ou allemands. Elle est le principal contractant du projet "Better Migration Management" dans la Corne de l'Afrique et participe à de nombreux autres projets de gestion des frontières et des migrations, bénéficiant d'un financement de plus de 130 millions d'euros.

Outre les projets financés par l'UE, la GIZ met en œuvre plusieurs projets de migration financés par le gouvernement allemand. Il s'agit notamment du programme de soutien aux frontières de l'Union africaine, qui s'étend de 2008 à 2018 et est financé à hauteur de 37,2 millions d'euros. La GIZ gère également plusieurs projets liés à la migration au Maroc, au Mali, en Mauritanie, au Tchad et au Niger, ainsi que des projets plus larges visant à renforcer la police et d'autres acteurs de la sécurité dans plusieurs pays africains.

La GIZ a également participé à l'un des plus gros contrats de sécurité frontalière de tous les temps, le contrat de 2 milliards d'euros attribué en 2008 par l'Arabie saoudite à Airbus (alors appelé EADS) pour fournir un système de surveillance de toutes ses frontières. Dans le cadre de cet accord, des dizaines de policiers allemands, rémunérés par la GIZ, ont été déployés en Arabie saoudite pour travailler avec EADS à la formation des agents frontaliers saoudiens, notamment en matière d'armement, ainsi que pour les conseiller sur les activités de patrouille frontalière.

Ce sont donc souvent toujours les mêmes entreprises et organisations qui gagnent de l'argent. Certains sont partout. National et international, privé et public. Leonardo, Civipol, IOM...

Tout d'abord, les entreprises travaillant dans le domaine de la "sécurité des frontières" font des propositions aux différents techniciens et politiciens. Viennent ensuite les différents salons professionnels, les congrès sur la sécurité des frontières et les conférences internationales. Ensuite, les propositions apparaissent sous la forme de décisions politiques au sein de l'Agence européenne.

Un exemple est la transformation de Frontex en Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, active depuis 2016 dans les mêmes locaux de Varsovie, avec un budget qui est passé de 142 millions en 2015, à 333 en 2019 et 460 millions en 2020. Et la gestion technologique de l'état civil permet à la fois d'expulser plus facilement les migrants du territoire européen et d'ouvrir un vaste marché en Afrique.

C'est un cercle vicieux : l'UE et ses États membres financent les politiques de contrôle et les équipements divers des pays africains. Ensuite, ils lancent des appels à projets. Ceux-ci sont souvent remportés par les mêmes sociétés semi-contrôlées que les États eux-mêmes. Ils sous-traitent également à des entreprises privées et multinationales. Tout le monde y gagne.

... capitalisme d'État, capitalisme européen, parfaitement intégré dans le capitalisme mondial.



UN CAS PRATIQUE. LE NIGER

Laboratoire de l'UE

Le Niger est l'un des pays les plus pauvres du monde. Pourtant, il est très riche en matières premières telles que l'or, l'uranium et le pétrole. C'est également une terre de transit pour des milliers de personnes qui tentent de rejoindre l'Europe. On estime que plus de 70% des personnes qui sont arrivées en Italie sans papiers sont passées par le Niger.

De nombreux intérêts sont en jeu.

Après le sommet de Vallette en 2015, où se sont réunis les sommets de l'UE et les représentants de nombreux États africains, le Niger est l'un des États qui a le plus choisi de "coopérer" avec l'UE.

La fermeture du passage vers le nord a commencé immédiatement après le sommet, avec l'établissement de la loi "contre le trafic d'êtres humains et la contrebande illégale de migrants" et s'est poursuivie, grâce à d'importants fonds européens, avec la formation et l'équipement de l'armée et de la police. D'une part, des projets sont financés pour faciliter l'application de la loi en formant le personnel judiciaire à l'arrestation des "trafiquants" et à la confiscation des véhicules chargés de migrants. D'autre part, les différents systèmes de contrôle sont financés par l'équipement et la formation aux opérations de renseignement des policiers et des forces ad hoc opérant depuis la frontière sud en passant par Niamey et Agadez.

Le Niger est le principal bénéficiaire du Fonds fiduciaire européen pour l'Afrique. Près de 200 millions de projets ont été financés à ce jour, sans compter la promesse récente de 500 millions supplémentaires dans la région du Sahel - et notre propre Fonds pour l'Afrique : 50 millions d'euros en échange desquels il s'engage à créer de nouvelles unités spécialisées nécessaires au contrôle des frontières et de nouveaux postes frontières - ainsi que des fonds de développement. Aujourd'hui, le Niger est considéré comme la "frontière sud de l'Europe" et représente le laboratoire le plus avancé de la politique d'externalisation.

S'étant vendu à l'UE, le Niger s'est engagé à contrôler ses frontières pour empêcher les "migrants" de rejoindre la Libye, mais aussi à accepter la réadmission des personnes qui sont passées par le Niger et se trouvent en Europe. Il s'agit d'un accord signé par l'Union européenne qui intéresse particulièrement l'Italie qui - si la clause de réadmission devenait opérationnelle pour les immigrants en transit ainsi que pour les ressortissants nigériens - serait en mesure d'expulser directement une grande partie des Africains arrivant au Niger, sans avoir à signer d'accords avec les pays d'origine.

À Makalondi, à quelques kilomètres du Burkina Faso, MIDAS, le système d'information, de collecte et d'a-

nalyse des données sur les migrants développé par l'Organisation internationale pour les migrations, est opérationnel depuis 2018, avec des patrouilles et des données biométriques (empreintes digitales et images faciales) mêlées. MIDAS collecte, traite, stocke et analyse en temps réel les données relatives aux voyageurs via un réseau étendu aux frontières. Elle permet aux États de surveiller plus efficacement les personnes qui entrent et restent sur leur territoire, tout en fournissant une base statistique solide pour les politiques migratoires.

Le programme de gestion des migrations libres en Afrique de l'Ouest, dont l'OIM est le partenaire principal, a été financé par le Fonds européen de développement à hauteur de 24 millions d'euros. D'ici 2020, l'OIM confirme qu'il y aura au moins six postes frontaliers au Niger équipés de la technologie biométrique. A Niamey, la capitale, Frontex a déjà ouvert des bases avec précisément les mêmes objectifs d'identification.

En novembre 2018, l'OIM Niger a annoncé la mise en place d'un nouveau poste frontalier mobile pour les autorités nigériennes, conçu par l'OIM avec un financement canadien pour améliorer le contrôle de la région d'Agadez. Le MBP (Mobile Border Post) est un croisement entre un camion et un camping-car, adapté aux déplacements dans le désert, équipé de deux bureaux et de systèmes sophistiqués pour résister à des climats extrêmes. Les informations sur le véhicule qui figurent sur le site du Congrès mondial sur la sécurité des frontières précisent que s'il est accompagné d'un véhicule tout-terrain et de deux motos, il peut devenir une unité mobile frontalière (UFM).

Il est question de postes-frontières conçus pour recueillir les données des migrants qui y passent, qui arriveront directement dans la base de données de Frontex. Tellement européen. Pour quoi faire ? Pour simplifier la sélection. Et les rapatriements. Et pour expérimenter.

À la mi-2017, l'Italie a alloué 50 millions d'euros au Fonds fiduciaire de l'UE pour "s'attaquer aux causes profondes de la migration dans la fenêtre Afrique/Sahel et le lac Tchad", en mettant l'accent sur le Niger. Il vise "la création de nouvelles unités spécialisées nécessaires au contrôle des frontières, de nouveaux postes frontières fixes ou la modernisation de ceux existants, un nouveau centre d'accueil pour les migrants à Dirkou, ainsi que la réactivation de la piste d'atterrissage locale".

En outre, depuis 2018, la "Mission d'appui bilatérale en République du Niger" (MISIN) a pris place sur le terrain, qui relève du ministère de la Défense et a notamment pour objectif de "contribuer aux activités de surveillance des frontières". Le premier stage "d'instructeurs d'ordre public au profit de la gendarmerie nigérienne" s'est achevé mi-octobre 2018.

Le Niger accepte également les personnes évacuées des prisons libyennes qui se trouvent actuellement à Niamey dans l'espoir d'être réinstallées dans un pays occidental. Elle accueille également les milliers de personnes rejetées par l'Algérie et abandonnées dans le désert au sud de Tamanrasset. On parle de près de 30 000 morts dans le désert. Et d'autre part, les attendant à Assamaka, au Niger, se trouve l'OIM, qui, en tant que l'un des principaux bénéficiaires du Fonds fiduciaire au Niger, répond parfaitement à la logique de l'externalisation. La proposition qu'elle fait à ceux qui survivent au désert est en fait d'être transférés au centre de transit d'Agadez, dans le but de les éloigner de la frontière, puis de procéder à un "rapatriement volontaire" vers leur pays d'origine. Ce centre multifonctionnel d'Agadez pourrait devenir un élément central de la pratique des rejets. En effet, si aujourd'hui elle exerce un rôle de dissuasion au départ et au retour volontaires, elle pourrait à l'avenir devenir un point névralgique opérationnel pour l'application de l'accord de réadmission et le contrôle des flux migratoires, si l'identification de ceux qui y ont transité est effectuée.

Il y a de nombreuses opérations militaires et policières. L'un des plus importants est le projet GAR-SI-SAHEL, financé par un instrument provenant en grande partie du budget de développement, avec un budget total de 41 millions d'euros, tous provenant des fonds fiduciaires pour l'Afrique. Il s'agit d'une nouvelle opération de maintien de l'ordre et de contrôle du territoire, en collaboration avec les carabinieri italiens et les forces de police françaises et portugaises.

Enfin, il y a l'armée italienne. Le 20 septembre 2018, l'opération MISIN (Mission de soutien en République du Niger) visant à renforcer l'appareil militaire nigérien a officiellement démarré. Le ministre Trenta - lors d'une visite officielle au Niger le 26 février pour renouveler l'engagement du contingent italien dans le pays - a expliqué que la mission militaire de l'Italie vise à renforcer les capacités des partenaires du Niger "dans la lutte contre le phénomène du trafic illégal, les menaces à la sécurité tout en visant également à freiner et à réduire le flux incontrôlé de migrants dans le pays". Il a également annoncé la livraison de fournitures médicales aux forces militaires nigériennes pour une valeur totale de 167 000 euros.

Le Niger est devenu un pays modèle, cité comme un exemple positif dans la mise en œuvre des politiques d'externalisation. Ce n'est pas un hasard si Niamey elle-même est la capitale choisie par Frontex, en novembre 2018, la première des huit cellules d'analyse de risque hors du territoire européen. Le rôle de ces unités est "de collecter et d'analyser stratégiquement les don

nées sur les passages frontaliers afin de soutenir les autorités locales dans la gestion des frontières". L'agence prévoit d'en ouvrir sept autres, au Ghana, en Gambie, au Sénégal, au Kenya, au Nigeria, en Guinée et au Mali, dans le cadre de l'AFIC (Africa-Frontex Intelligence Community). A Niamey, l'objectif est d'équiper et de former la police nigérienne à la collecte de données et à la réalisation d'identifications qui contribuent à l'analyse de l'agence européenne.



Les routes migratoires changent, la dynamique reste la même. Les États européens financent d'autres États pour réprimer et arrêter les départs. L'argent, les matériaux et les instruments de contrôle sont à la portée de tous. Accords économiques et secrets. Des contrats de plusieurs millions d'euros.

Ce qui change, c'est l'argent investi, les milliards triplés, les matériaux de plus en plus sophistiqués. Les accords qui, d'étatiques, sont devenus de plus en plus "européens".

L'entreprise grandit de plus en plus.

Les perdants sont les migrants, qui se retrouvent obligés d'emprunter des itinéraires de plus en plus risqués et de plus en plus soumis à la détention arbitraire, au refoulement et à l'expulsion.

Les ennemis sont partout. Il y a beaucoup à étudier. Beaucoup à faire.

Nous ne pouvons pas lutter avec les mêmes vieilles méthodes contre des dynamiques continuellement mises à jour et développées. Nouvelles technologies, passeports biométriques, bases de données connectées au niveau mondial. Des politiques qui tendent vers le global. Un monde qui devient toujours plus fragmenté entre ceux qui peuvent se déplacer et ceux qui n'ont pas le bon papier parce qu'ils sont considérés comme inutiles ou dangereux dans le circuit économique des Pays riches.

Il s'agit d'une petite contribution.

